

R-03-2002

**Portail de l'économie sociale au Québec :  
Un concept de système d'information et  
d'évaluation**

par Carole Tardif, Isabelle Tessier et Émilie Patry,  
sous la direction de Juan-Luis Klein et Jean Carrière

Novembre 2001

**ISBN : 2-89276-223-5**

## PRÉSENTATION DES CAHIERS DE L'ARUC

Comme son nom l'indique bien, l'**Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) en économie sociale** mise sur le partenariat pour la recherche, la formation et la diffusion. La diffusion fait appel à une diversité de moyens et d'outils, l'un de ceux-ci étant des cahiers, généralement appelés « documents de travail » (*working papers*). Si ces cahiers constituent d'humbles instruments, ils nous apparaissent bien adaptés pour favoriser une diffusion rapide destinée à alimenter la discussion et l'échange entre chercheurs et partenaires du milieu. À cette fin, nous proposons trois catégories de cahier :

- des **cahiers de recherche - série R** - (couleur *rouille*) qui rendent compte de résultats de recherches menées en partenariat ;
- des **cahiers de transfert - série T** - (couleur *sauge*) qui tirent de ces recherches des contenus pour la formation et pour le renouvellement des pratiques, des formes d'interventions ou encore des façons de faire ;
- des **cahiers d'interventions - série I** - (couleur *jaune*) qui constituent des prises de position ou des avis formulés par des partenaires du milieu ou des chercheurs. Ces interventions, s'appuyant par ailleurs souvent sur des travaux de recherche, peuvent viser soit à influencer des politiques, mesures et orientations de différents acteurs intervenant en économie sociale, soit à faire connaître des orientations stratégiques dans un domaine donné ; elles peuvent aussi constituer une prise de position ou une opinion dans un débat traversant ce mouvement.

Si l'économie sociale fournit le fil conducteur de nos activités, le domaine couvert est relativement large puisqu'il inclut aussi bien des thématiques à dominante économique que sociales : le développement local, le développement durable, le maintien en emploi et l'insertion par l'emploi, les services aux personnes, le logement communautaire et social, le tourisme social et les initiatives chez les autochtones et les groupes ethniques. Les questions liées à l'évaluation sociale et aux comparaisons internationales, pour ne citer que celles-là, intéressent tous les secteurs identifiés précédemment.

L'économie sociale repose non seulement sur une économie plurielle (formes marchandes, non marchandes et non monétaires) mais vise également un élargissement de notre compréhension de l'économie et par la suite un renouvellement de nos pratiques sociales et nos interventions dans le domaine du développement économique et social. Enfin, en raison des interfaces que l'économie sociale entretient avec le secteur privé et le secteur public, l'intérêt des questions traitées dans nos cahiers déborde le seul secteur de l'économie sociale pour atteindre l'ensemble de la société civile.

On comprendra que les textes publiés dans les Cahiers de l'ARUC en économie sociale sont la responsabilité exclusive des auteurs et n'engagent que ceux-ci. Les textes sont disponibles sur le site WEB de l'ARUC en économie sociale à l'adresse suivante : [www.aruc-es.uqam.ca](http://www.aruc-es.uqam.ca).

Benoît Lévesque  
Directeur

Nancy Neamtan  
Codirectrice

## Table des matières

<b><u>Introduction</u></b> .....	<b>1</b>
<b><u>1. Le Portail de l'économie sociale au Québec : le concept</u></b> .....	<b>3</b>
<b><u>2. La pertinence du concept de Portail en économie sociale au Québec</u></b> .....	<b>4</b>
<b><u>3. La présence de l'économie sociale sur la toile québécoise</u></b> .....	<b>5</b>
<u>3.1 ARUC</u> .....	7
<u>3.2 ESSBE</u> .....	7
<u>3.3 CRISES</u> .....	8
<u>3.4 GÉRIS</u> .....	8
<u>3.5 CIRIEC</u> .....	8
<u>3.6 Projet de Coopération France-Québec</u> .....	9
<u>3.7 Comité aviseur de l'Action Communautaire</u> .....	9
<u>3.8 CSMO-Économie sociale et Action communautaire</u> .....	10
<u>3.9 Groupe d'Économie solidaire du Québec</u> .....	10
<u>3.10 Ministère de l'emploi et de la solidarité du Québec</u> .....	11
<b><u>4. Schéma proposé d'un Portail de l'économie sociale</u></b> .....	<b>13</b>
<u>4.1 Rôle d'un portail</u> .....	13
<u>4.2 Information générale : contexte et environnement de l'économie sociale</u> .....	15
<u>4.3 Information sectorielle, thématique et information régionale</u> .....	16
<u>4.4 Évaluation : la boîte à outils en économie sociale</u> .....	17
<u>4.5 Centre de documentation</u> .....	19
<u>4.6 Annuaire d'entreprises/organismes/partenaires</u> .....	19
<u>4.7 Le moteur de recherche : rapidité et efficacité</u> .....	19
<u>4.8 Contenu facultatif : menu à la carte</u> .....	20
<b><u>Conclusion</u></b> .....	<b>21</b>

## **Introduction**

Le document présente le projet d'un « Portail de l'Économie sociale au Québec (PESQ) » du CAP-Évaluation et système d'information (ÉSI) de l'ARUC-Économie sociale (ÉS). Les propositions retenues pour ce projet émanent des constats et des conclusions d'une étude conduite durant quatre mois à l'été 2001 par une équipe de trois assistantes de recherche sous la direction de Juan-Luis Klein et de Jean Carrière, co-responsables du CAP-ÉSI. Le mandat dévolu à l'équipe de recherche consistait à évaluer la pertinence et la faisabilité d'un tel Portail de l'économie sociale (ÉS) pour le Québec. Il s'agissait, entre autres, de voir comment ce portail pourrait s'inscrire à titre d'outil d'information servant principalement, mais non exclusivement, à l'évaluation de l'ÉS au Québec. L'hypothèse de la recherche était qu'un tel outil d'information n'est pas disponible présentement au Québec et que sa mise en œuvre comblerait les besoins des acteurs et des intervenants de l'ÉS en la matière.

La réalisation du mandat a conduit, en tout premier lieu, l'équipe de recherche à scruter de manière particulière les besoins et les attentes des utilisateurs potentiels du PESQ. Quatre entrevues semi-dirigées avec les membres du Comité de coordination de l'ARUC-ÉS, un groupe de discussion avec des partenaires et des membres de l'ARUC-ÉS, ainsi qu'une présentation du projet à un auditoire intéressé à l'ÉS lors d'un atelier de l'Université rurale québécoise 2001 ont permis l'atteinte de cet objectif. Dans un second temps, l'équipe de recherche a analysé 256 sites Internet situés au Québec, au Canada, aux États-Unis et en Europe touchant directement ou indirectement la problématique de l'ÉS. Cette recherche exhaustive permet de dresser un portrait représentatif de ce qui existe présentement en terme de contenus et de thématiques couvertes dans les sites Internet. Le portrait permet aussi de souligner l'absence d'un outil d'information complet et synthétique en ÉS pour le Québec, comme il en existe en Belgique (*Éconosoc* et *La Cellule d'économie sociale*) ou aux États-Unis (*John Hopkins Institute*).

Pour les détails des résultats de la recherche, nous invitons les personnes intéressées à lire la version complète du rapport de recherche : « Système d'information et d'évaluation en économie sociale » déposée au CAP-ÉSI de l'ARUC-ÉS. Pour les fins du présent projet, il ne sera retenu ici que les principales conclusions de cette recherche.

La première partie du document se consacre à la présentation générale du concept du PESQ et établit la pertinence du projet. Les parties suivantes présentent, de façon plus approfondie, chacune des « entrées » suggérées pour accéder au contenu formel du Portail. Il y sera expliqué les raisons pouvant motiver de tels choix. Finalement, la conclusion soulève quelques questions qui constituent autant de défis auxquels devront faire face les gestionnaires du Portail pour assurer sa viabilité organisationnelle et financière.

## 1. Le Portail de l'économie sociale au Québec : le concept

Le concept du PESQ, tel que proposé ici par le CAP-ÉSI, découle directement du mandat défini par le Comité de coordination de l'ARUC-ÉS. Le rôle premier du PESQ consisterait à documenter les chercheurs et les partenaires de l'ARUC-ÉS de façon à permettre une évaluation juste et rigoureuse de l'ÉS et ce, aux échelles macro, méso et micro. Or, il a été convenu par les membres et les partenaires du CAP-ÉSI d'explorer la possibilité de construire un système d'information le plus complet et le plus global possible et qui doterait les acteurs et les chercheurs d'informations quantitatives et qualitatives autant sur l'ÉS comme telle que sur son environnement économique et politique. Ainsi, le concept de portail proposé inclut trois types d'information :

- 1) Des données macro-économiques sur la problématique de l'ÉS, pertinentes et nécessaires pour situer l'analyse de celle-ci dans un contexte plus large. Ces données seront colligées à partir des informations statistiques disponibles concernant la problématique socio-économique fournies par des sources gouvernementales (Statistiques Canada, MSSS, etc.) et à partir des données que d'autres organisations sont en train de colliger (CSMO, Groupe France-Québec, etc.) et avec lesquelles il faudra établir des protocoles d'échanges. Dans la mesure du possible, ces informations seront agrégées aussi bien au niveau provincial qu'à l'échelle des régions. À ce niveau, on trouvera aussi les cadres réglementaires, les programmes gouvernementaux, etc.;
- 2) Des données méso-économiques concernant certaines régions et villes qui ont procédé à des relevés d'information ou encore provenant d'organisations régionales et municipales telles les CRES et les CLD. On pourra aussi inclure à ce niveau les organisations, programmes et fonds qui accompagnent les organismes et les entreprises d'ÉS. Selon la disponibilité de l'information, certaines régions pourraient être davantage couvertes et servir de cas type ;
- 3) Des informations micro-économiques, des études de cas soit d'entreprises ou d'organisations, de projets ou d'actions qui concernent ou qui intéressent l'ÉS. À ce niveau, on pourra inclure plus particulièrement les questions méthodologiques

concernant l'évaluation des projets et des entreprises en ÉS, c'est-à-dire la question des variables et des indicateurs nécessaires à l'évaluation en ÉS.

À ces trois niveaux d'information, le concept de portail ajoute l'aspect documentaire ainsi que l'aspect des débats théoriques et conjoncturels touchant l'ÉS, sa place dans la société et son potentiel de développement social et économique. Bref, le PESQ sera conçu comme un système souple de documentation, d'information et de débat, à l'image de ce que le groupe *Social Watch* a produit pour la problématique du développement social.

## 2. La pertinence du concept de Portail en économie sociale au Québec

L'une des principales inquiétudes révélées par notre enquête menée auprès des intervenants concerne la confusion et les chevauchements possibles entre les différentes structures déjà en place sur Internet. En effet, les champs d'activités couverts par l'ÉS sont en émergence et en effervescence. De plus, le foisonnement des projets pousse chacun des organismes présents sur l'échiquier de l'ÉS à chercher à se positionner stratégiquement les uns par rapport aux autres et ce, autant d'un point de vue sectoriel que territorial. Les organisations, qu'elles soient publiques ou privées, produisent alors une masse d'information, de nature variée et visant un large éventail de finalités. Le « bruit » qui découle de cette explosion informationnelle nécessite que soit prise en charge l'organisation cohérente et méthodologique de cette dernière. Notre enquête révèle ainsi qu'il existe un besoin criant de « mise en ordre » de l'information produite sur l'ÉS. Les acteurs et les intervenants nous ont tous, unanimement, exprimé l'urgence de « faire le ménage » des informations touchant l'ÉS, de rendre cette information accessible sous une forme compréhensible et intelligible, selon divers critères de pertinence, d'efficacité, d'économie de temps, etc. Cet exercice de « mise en ordre » permettrait aussi, dans un premier temps, de cibler les domaines couverts ainsi que les zones « noires » ou « grises » qui restent à défricher en terme de connaissances produites et à produire. L'objectif ultime de cette « mise en ordre » serait de parvenir à décrire l'ÉS, quantitativement et qualitativement, de façon comparable aux autres formes productives.

Autrement dit, le modèle québécois en économie sociale reste à être documenté et à être mieux connu. Il en va de la reconnaissance sociale, économique et même politique de ce secteur d'activités.

Dès lors, notre recherche sur les sites Internet québécois démontre que la niche de la forme et du contenu du Portail, telle qu'élaborée ici, demeure inoccupée pour l'instant. Malgré l'émergence de divers projets d'« observatoires » ou de sites Internet, ceux-ci demeurent limités dans leur contenu et dans les possibilités offertes aux utilisateurs. Ainsi, les sites Internet québécois analysés ne répondent qu'en partie seulement aux besoins exprimés par les acteurs et les intervenants rencontrés lors de notre enquête. En effet, aucun de ces sites ne possède et n'intègre les qualités attribuées à un portail en ce qui a trait, d'une part, aux activités de veille et de transfert d'information sur l'ÉS en général et, d'autre part, à la construction d'un système d'information conduisant à l'évaluation de l'ÉS à tous les niveaux auxquels oeuvrent les organisations et entreprises qui s'en réclament. Finalement, le concept de portail proposé par le CAP-Évaluation et système d'information se démarque par le souci d'appropriation par les acteurs de son contenu et ce, grâce à divers mécanismes d'interactivité qui seront inclus à l'outil informatique.

### **3. La présence de l'économie sociale sur la toile québécoise**

Le bilan des 65 sites Internet québécois (Tableau 1) souligne que l'information sur ou touchant l'ÉS se retrouve fortement concentrée sur la thématique de l'« action sociale et activité sociale » (38 entrées). Ces sites proviennent majoritairement d'organismes sans but lucratif (OSBL) et parapublics qui y présentent leurs activités et services comme, par exemple, le *Réseau des Ressourceries du Québec* ou *Recyc-Québec*. Le même commentaire s'applique à la seconde catégorie en importance, soit la thématique de l'« organisation sociale ».

Deux aspects de l'ÉS sont sous-représentés et ce malgré l'importance stratégique de ces



deux types d'informations ainsi que leur influence respective sur le développement du secteur de l'ÉS. Il s'agit des thèmes de l'« évaluation » et de l'« environnement économique et social ». Le seul site touchant l'« évaluation » est celui de la *Société québécoise d'évaluation de programmes*. Or, ce dernier ne contient aucune information spécifique à l'évaluation de l'ÉS. Un seul des sites qui s'intéressent à l'« environnement économique et social » traite du financement (*RISQ*) et les deux autres occupent le domaine de la santé (*l'Association des CLSC et CHSLD* et le *Regroupement québécois d'action pour la santé des femmes*).

**TABLEAU 1 : BILAN DES SITES INTERNET (QUÉBEC, NIVEAU I)**

Catégories	initiateur du site					TOTAL
	public	parapublic	universitaire	OSBL	privé	
Économie sociale (ÉS)	1	1	6	2		10
Organisation sociale	1	1	2	9		13
Action sociale et activité sociale	5	10		23		38
Évaluation		1				1
Environnement économique et social				3		3
Total	7	14	8	37	0	65

**TABLEAU 2 : LES DIX SITES QUÉBÉCOIS TRAITANT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE**

	ARUC	ESSBE	CRISES	GERIS	CIRIEC	Projet de coopération France-Québec*	Comité avisur de l'action communautaire autonome*	CSMO –ES et AC*	Groupe d'économie solidaire du Québec	Ministère de l'emploi et de la solidarité
Information générale	X <sup>1</sup>				X <sup>13</sup>	X <sup>17</sup>		X <sup>22</sup>	X <sup>29</sup>	X <sup>32</sup>
Thématiques	X <sup>2</sup>	X <sup>6</sup>	X <sup>8</sup>	X <sup>11</sup>	X <sup>14</sup>		X <sup>20</sup>	X <sup>23</sup>	X <sup>30</sup>	X <sup>33</sup>
Information régionale								X <sup>24</sup>		
Évaluation	X <sup>3</sup>							X <sup>25</sup>		
Centre de documentation	X <sup>4</sup>	X <sup>7</sup>	X <sup>9</sup>	X <sup>12</sup>	X <sup>15</sup>	X <sup>18</sup>		X <sup>26</sup>	X <sup>31</sup>	X <sup>34</sup>
Annuaire	X <sup>5</sup>				X <sup>16</sup>	X <sup>19</sup>	X <sup>21</sup>	X <sup>27</sup>		
Moteur de Recherche			X <sup>10</sup>					X <sup>28</sup>		X <sup>35</sup>

Pour leur part, les dix sites ayant spécifiquement comme préoccupation l'« Économie sociale » correspondent à des initiatives principalement issues du « monde universitaire »,

dont cinq sont directement liés à l'UQAM (Tableau 2). Voici l'analyse de leur contenu respectif :

### **3.1 ARUC (Alliance de Recherche Université-Communautés, UQÀM)**

1. Il est possible de consulter les cahiers d'information, publiés par le Chantier de l'économie sociale, esquissant un portrait général mais surtout sectoriel de l'ÉS au Québec. Les publications de l'ARUC sont accessibles en ligne.
2. Les thématiques correspondent aux neuf chantiers d'actions partenariales (CAP) de l'Alliance. Or, certains secteurs et certaines thématiques de l'ÉS ne sont pas couverts dans ce site Internet, à titre d'exemple, les femmes et l'ÉS.
3. L'un des neuf CAP de l'ARUC est celui de l'Évaluation et Système d'information. À l'intérieur de ce site, on consulte la description et la liste des partenaires impliqués dans les projets réalisés ou en cours de ce Chantier. Le présent projet cherche à bonifier substantiellement l'apport du CAP-Évaluation et Système d'information à la connaissance théorique et empirique de l'ÉS au Québec et ailleurs, tel que le mandat lui en a été confié à l'intérieur de l'ARUC-Économie sociale.
4. Liste d'hyperliens avec des centres de recherche et autres sites d'intérêt et pertinents.
5. Il est possible de consulter la liste des partenaires de l'ARUC et d'accéder à leurs sites par les hyperliens.

### **3.2 ESSBE (L'Équipe Économie Sociale, Santé et Bien-être, UQÀM)**

6. Plusieurs secteurs de l'ÉS ne sont pas couverts par ce site Internet, ce dernier étant essentiellement de nature thématique et sectorielle. Les axes de recherche concernent les nouveaux modèles de développement, les services aux personnes, le logement social ainsi que l'insertion sociale et professionnelle.
7. Liste des publications produites, toutefois la majorité des textes ne sont pas accessibles en ligne.

### **3.3 CRISES (Centre de Recherche sur les Innovations Sociales dans l'Économie Sociale, les Entreprises et les Syndicats, UQÀM)**

8. Une fois de plus, plusieurs secteurs de l'ÉS ne sont pas couverts par le centre de recherche selon les informations contenues à l'intérieur de son site Internet. Les axes de recherche du Centre visent les innovations dans le travail et l'emploi, les innovations et leurs rapports au territoire, les innovations et leurs rapports de consommation.
9. Liste des textes accessibles en ligne.
10. Moteur de recherche seulement pour les publications et les autres textes issus des recherches produites au CRISES.

### **3.4 GÉRIS (Groupe d'Étude et de Recherche en Intervention Sociale, UQÀH)**

11. Plusieurs secteurs de l'ÉS ne sont pas couverts dans ce site Internet. Les axes de recherche sont, entre autres, la prévention, l'insertion et le développement local.
12. Les publications ne sont pas accessibles en ligne. On peut toutefois remplir un bon de commande en ligne.

### **3.5 CIRIEC (Centre Interdisciplinaire de Recherche et d'Information sur les entreprises collectives, UQÀM)**

13. La revue « Économie et Solidarités » contient de l'information générale sur l'ÉS : son contenu porte sur les caractéristiques de l'ÉS, son rôle comme agent de développement socio-économique, sa gestion, les secteurs d'activité où l'ÉS est présente ainsi que l'analyse comparative internationale de l'émergence et du développement de l'ÉS. L'abonnement à cette revue est nécessaire.
14. L'ÉS est traitée dans un contexte international et les recherches sont surtout axées sur les entreprises collectives.
15. Liens sur l'ÉS et l'économie publique, présentés par pays.
16. Il est possible de consulter la liste des partenaires du CIRIEC et d'accéder à leurs sites par les hyperliens.

### **3.6 Projet de Coopération France-Québec en Économie Sociale et Solidaire\*, UQÀM**

\* Le dépôt du rapport final aux Premiers ministres Lionel Jospin et Bernard Landry met fin au projet de coopération.

17. Information générale sur l'ÉS mais sans portrait statistique.

18. Possibilité de consulter les rapports dans lesquels les institutions impliquées formulent des recommandations visant la consolidation et le développement de l'ÉS et solidaire.

19. Il est possible de consulter la liste des partenaires et accéder à leurs sites par les hyperliens.

### **3.7 Comité aviseur de l'Action Communautaire\***

\* Ce site invite les acteurs à participer. La formule d'un forum est présentement en construction.

20. La seule thématique couverte par ce site est celle de l'Action Communautaire.

21. L'annuaire correspond à la liste des organismes oeuvrant au niveau de l'Action Communautaire ainsi que les principaux regroupements sectoriels et multisectoriels.

### **3.8 CSMO-Économie sociale et Action communautaire\***

\*À venir : un observatoire de la main-d'œuvre et de l'emploi dans le secteur de l'ÉS et de l'action communautaire au Québec.

22. Diverses publications sur l'ÉS sont disponibles moyennant des frais, elles ne sont pas accessibles en ligne
23. L'ÉS telle que couverte par le CSMO concernent le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi sur une base sectorielle, selon le mandat dévolu à cet organisme.
24. Un projet d'observatoire est prévu selon un volet « sectoriel-régional ». Cet observatoire viserait à développer une meilleure connaissance de l'évolution de l'ÉS et de l'action communautaire au niveau local et régional et dans une perspective touchant le développement de la main-d'œuvre. À cet égard, un projet-pilote est actuellement en cours dans la région de la Mauricie.
25. Certaines publications concernant l'évaluation de l'ÉS sont disponibles mais elles doivent être commandées et ne sont pas accessibles en ligne.
26. Liste de publications à vendre.
27. Projet de bottin à venir.
28. Moteur de recherche donnant accès à des informations concernant le soutien au développement de la main-d'œuvre et la formation.

### **3.9 Groupe d'Économie solidaire du Québec**

29. On retrouve des informations générales sur l'ÉS. Celle-ci est surtout présentée selon une perspective de coopération Nord-Sud.
30. La thématique de l'ÉS est axée sur la coopération internationale.
31. On retrouve une dizaine d'hyperliens vers les principaux sites d'ÉS et solidaire à travers le monde.

### **3.10 Ministère de l'emploi et de la solidarité du Québec**

32. On y retrouve certains portraits statistiques concernant quelques thématiques connexes à l'ÉS, telles que la pauvreté et l'emploi.
33. Le contenu touche surtout la problématique de l'emploi qui est la principale thématique couverte par ce site gouvernemental.
34. Des publications sont accessibles en ligne. Elles visent surtout des thématiques reliées à l'ÉS et l'emploi.
35. L'utilisation du mot-clé « ÉS » dans le moteur de recherche de ce site donne accès à seulement trois documents qui se révèlent d'un niveau de pertinence de moins de 40%.

En synthèse, nous retenons que les contenus sont principalement liés au mandat des organismes concernés, ils sont donc généralement limités à une perspective sectorielle et, dans le cas des sites universitaires, aux problématiques et aux axes de recherche développés par les chercheurs. Au niveau des bases statistiques, celles-ci demeurent inexistantes ou presque et, lorsqu'elles sont présentées, c'est encore une fois dans une perspective sectorielle. L'information régionale ou présentée selon diverses échelles est absente. Des projets sont en cours mais ils sont aussi de nature sectorielle. Il existe des bases documentaires, certaines sont accessibles en ligne, mais ce n'est pas une pratique généralisée. La présence de mécanisme d'interactivité des sites est presque nulle.

L'ensemble de ces sites permet généralement un accès à des documents sous-jacents à l'aide d'hyperliens. Pour le cas du Québec, un total de 149 liens — jugés pertinents — peuvent être classés (Tableau 3). La nature de ces documents est grandement variable : il peut s'agir soit d'une banque de textes (directement accessibles en ligne ou non, scientifiques ou non), d'une simple table de matière, d'une revue, d'un forum de discussion, etc. Une fois de plus, il existe une concentration de l'information dans les secteurs de l' « action et de l'activité sociale » et de l' « ÉS » avec une forte provenance du monde universitaire (plus de 50 % des initiateurs de site) et des OSBL. Les thèmes de l' « évaluation » et de l' « environnement économique et social » y sont également les

sujets les moins couverts par ces divers documents.

**TABLEAU 3 : BILAN DES DOCUMENTS SOUS-JACENTS (QUÉBEC, NIVEAU II)**

Catégories	Initiateur du site					TOTAL
	public	parapublic	universitaire	OSBL	privé	
<b>Économie sociale (ÉS)</b>	7	1	30	6	1	<b>45</b>
<b>Organisation sociale</b>			9	8		<b>17</b>
<b>Action sociale et activité sociale</b>	6	5	39	12		<b>62</b>
<b>Évaluation</b>	2	1	5	1		<b>9</b>
<b>Environnement économique et social</b>		1	13	2		<b>16</b>
<b>TOTAL</b>	<b>15</b>	<b>8</b>	<b>96</b>	<b>29</b>	<b>1</b>	<b>149</b>

En tenant compte de ces divers constats, surtout celui de la quasi-absence de sites se donnant comme préoccupations :

- 1) la veille sur l'environnement économique et social ;
- 2) le transfert d'information et de connaissances ;
- 3) l'évaluation de l'ÉS au Québec autre que dans une perspective sectorielle ou partielle, nous proposons la mise en œuvre de l'outil « Portail de l'ÉS au Québec » (Schéma 1). Les sections suivantes élaborent de façon plus approfondie le contenu de chacune des « entrées » proposées.

#### 4. Schéma proposé d'un Portail de l'économie sociale

##### Portail de l'économie sociale au Québec

###### Rôle du Portail

objectifs du portail

###### Information générale sur l'ÉS

Portrait statistique

Cadre juridique

Programme de soutien

###### Thématiques en ÉS

Information sectorielle

###### ÉS par région

Information reliée à l'ÉS classée par région

Liens avec les observatoires régionaux

###### Évaluation

Indicateurs socio-économiques

Grille d'analyse

Études de cas

Boîte à outils

###### Centre de documentation

Hyperliens avec les réseaux des bibliothèques

Hyperliens avec les centres de recherche

###### Annuaire d'entreprises/organismes/ partenaires en ÉS

Bottin

Coordonnées

Adresses utiles

###### Recherche

Moteur de recherche par mots clés / thématiques facilitant l'accès à l'information incluse dans le portail ou redirigeant vers un site approprié

###### Contenu facultatif

Foire aux questions

Forum

Liste d'envois

#### 4.1 Rôle d'un portail

Le site devra d'abord être utile aux chercheurs, aux partenaires et aux intervenants du milieu de l'ÉS sans pour autant se fermer au grand public. Notre enquête sur le terrain souligne la perception, justifiée ou non, que les chercheurs universitaires sont souvent loin ou peu conscients des besoins réels des intervenants du milieu. Il ne faudrait pas que le PESQ reproduise cet écart, réel ou perçu, entre le monde universitaire et le monde de l'intervention directe ou terrain.

Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, le PESQ se donnera comme fonction valoriser l'ÉS. La connaissance approfondie, documentée et quantifiée de ses caractéristiques, de ses effets structurants, de ses impacts socio-économiques sur l'ensemble de la société québécoise contribuera à fonder un discours et un débat solides



sur les enjeux entourant ce secteur d'activités. L'ÉS est trop souvent méconnue ou mal connue. Les acteurs et les intervenant de l'ÉS doivent pouvoir faire valoir leurs conceptions, leurs valeurs qui visent à développer une économie fondée sur autre chose que sur le profit et qui apporte d'autres formes d'enrichissement social, culturel et économique. Ceci exige que l'on puisse parler de l'ÉS et de son contexte à partir d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs adéquats et appropriés, de la même manière que l'on arrive à parler de l'économie capitaliste avec la série d'indicateurs qui sert à son évaluation et à sa connaissance théorique et empirique. Il devrait en être ainsi pour tout mode de production et d'accumulation.

De plus, le projet de Portail met de l'avant un outil qui se veut participatif, interactif et utile. La mise en réseau de l'information et des acteurs s'avère incontournable pour faire avancer la réflexion et la connaissance sur l'ÉS. L'urgence se fait sentir de resituer la diversité des actions entreprises à ce jour afin de permettre la comparaison des approches et des différentes expériences. Le PESQ sera pertinent dans la mesure où il contribuera sans équivoque à l'échange des savoirs et des savoir-faire en ÉS.

L'observatoire devient un outil de réseautage, de la plasticine qui donne la chance de créer une dynamique autour d'un objet commun pour atteindre des objectifs par l'échange d'informations et la connaissance du milieu. Tisser des liens à cette occasion, faire une action commune autour d'un projet commun. Le CAP Système d'information et d'évaluation sociale peut susciter une telle dynamique de réseautage chercheur-milieu. (G. Geaudet, CSMO-ESAC)

Les gens de terrain doivent avoir des arguments solides auprès de leur Conseil d'administration pour justifier leur participation. De plus, les entreprises d'ÉS sont beaucoup sollicitées pour plusieurs projets. Afin d'investir adéquatement, les acteurs doivent libérer du temps ce qui peut constituer une contrainte pour eux si on ne démontre pas clairement la pertinence de participer et d'utiliser un tel outil. (M. Séguin, Réseau des Ressourceries du Québec)

## **4.2 Information générale : contexte et environnement de l'économie sociale**

L'une des priorités identifiées par les divers répondants lors de notre enquête est de dresser un portrait de l'ÉS et de son évolution au Québec. Il s'agit de mieux comprendre et d'analyser les principaux enjeux gravitant autour de ce secteur d'activités. Une meilleure connaissance de ce que comprend l'ÉS, des organismes travaillant selon ses valeurs et ses principes, de leurs retombées socioéconomiques permettrait, entre autres choses, d'orienter plus adéquatement les interventions gouvernementales et de sensibiliser l'ensemble des acteurs socioéconomiques à l'importance de la présence de l'ÉS au Québec. Cette forme de connaissance devient alors un enjeu politique, pratique et vital pour l'ÉS, car elle permet d'assurer la reconnaissance politique, sociale et économique de l'ÉS.

La connaissance théorique et empirique de l'ÉS doit aussi tenir compte du contexte institutionnel dans lequel elle prend place. Ainsi, cette section du PESQ permettrait d'observer, sous forme de veille informationnelle, l'évolution de l'environnement, c'est-à-dire des lois, réglementations, des programmes gouvernementaux, etc., qui influencent, directement ou indirectement, le développement des activités mises en œuvre par les organismes, les intervenants et les entreprises impliqués dans tous les champs de l'ÉS. En effet, ce type d'information contribue grandement à la compréhension de l'évolution du secteur de l'ÉS, ici et ailleurs. La connaissance de ces contextes facilite aussi les comparaisons internationales. Par exemple, la notion de « syndicat » diffère d'un pays à l'autre. Leur mode d'action et leur organisation ne sont pas les mêmes en Amérique du Nord qu'en Europe. Ainsi, leur implication au niveau de l'ÉS sera teintée par ces données d'ordre institutionnel.

### 4.3 Information sectorielle, thématique et information régionale

Une autre des préoccupations relevées lors de notre enquête vise la possibilité de retrouver des données et des informations touchant un secteur mais aussi avec une préoccupation sur leur agrégation à une échelle territoriale régionale. Une « entrée » via une division sectorielle de l'information permettrait aux acteurs de retrouver rapidement et efficacement les données et les renseignements pertinents à leurs champs d'activités propres. L'approche thématique correspond à une vision transversale des savoirs et rassemble toutes les informations concernant l'environnement social, juridique, économique et politique touchant cette problématique particulière. Un portrait de ces thématiques est suggéré dans le tableau suivant. En fait, ces thématiques se réfèrent au thésaurus utilisé pour notre recherche et qui a été forgé d'après celui du PCDE (voir le rapport complet de recherche, Annexe 1).

**Tableau 4 : Thématiques et catégories en économie sociale**

Économie sociale	Organisation sociale	Action et activité sociale	Évaluation	Environnement économique et social
Comparaison intern.	Association	Bénévolat	Dév. local	Actualité sociale
Débat	Coopérative	Commerce équitable	Dév. régional	Coopération
Éthique	OSBL	Emploi et insertion	Emploi et insertion	Mondialisation
Formation	Syndicat	Dév. Durable	Organisation	Pauvreté
Programme de soutien		Dév. Régional	Santé	
Secteur sans but lucratif		Dév. Rural	Partenariat	
Tiers secteur		Logement	Programme socio-économique	
		Femme	Projet financement	

Quant à l'entrée « *ÉS par région* », elle rend possible l'accès à l'information sur l'ÉS agrégée par région ou à toute autre échelle jugée pertinente et adéquate au type d'analyse demandé. Lorsqu'il le sera possible, l'accès direct à un observatoire régional ou sectoriel sera établi par un hyperlien. En effet, notre recherche souligne la présence de projets régionaux et sectoriels, par exemple, le site du CSMO-ES/AC annonce la mise en œuvre d'un observatoire sectoriel et il existe un projet d'observatoire régional en Outaouais. Un

projet de structure décentralisée, un peu à l'instar du fonctionnement de l'*Atlas du Québec et de ses régions*, serait une possibilité très intéressante à évaluer, d'autant plus que cette idée rejoint la volonté d'interactivité mise de l'avant par les concepteurs du PESQ. Par exemple, le PESQ pourrait alimenter le volet spécifique pour le niveau national, le Québec. Au besoin, pour des dossiers spécifiques, le Portail délèguera la responsabilité à des équipes de particulières.

#### **4.4 Évaluation : la boîte à outils en économie sociale**

De façon plus pragmatique, l'enquête souligne l'absence ou quasi-absence de séries et de données statistiques sur l'ÉS pouvant contribuer à son évaluation et à sa reconnaissance pleine et entière. L'intérêt stratégique que l'on porte à cette problématique expliquerait probablement cette situation. Ainsi, les données existantes sont souvent éparées et elles ne sont pas structurées en fonction d'une analyse adaptée aux caractéristiques de l'ÉS. L'idée de « mise en ordre » a été énoncée plus haut. De plus, il s'avèrerait aussi nécessaire de formuler des indicateurs spécifiques et appropriés à l'ÉS et qui pourraient conduire à une juste évaluation des retombées socioéconomiques du secteur, de ses effets structurants, de ses impacts positifs ou négatifs sur les collectivités locales et régionales et la société québécoise en général. Or, pour atteindre cet objectif, il faudrait produire des outils statistiques et des outils méthodologiques qui assurent la continuité et la cohérence dans la collecte de l'information. Ceci exige que soit mise en place une méthode de recherche — certains parlent même d'un programme de recherche — relativement uniforme dans le but de rendre comparables les diverses situations sectorielles et territoriales.

De cette façon, il serait aussi possible d'établir des comparaisons avec les autres pays. Notre enquête démontre qu'il existe un fort intérêt pour ce qui se passe à l'échelle internationale en ÉS. La perspective de comparaison internationale serait à envisager avec l'objectif de faciliter et de renforcer les liens entre le Québec et les autres pays. Le réseautage entre diverses organisations et différents projets en ÉS serait alors favorisé, avec toutes les retombées positives que l'on peut imaginer d'un point de vue du partage et

du transfert des connaissances pratiques et scientifiques.

L'évaluation se situe au cœur des principales préoccupations des acteurs de l'ÉS. Les politiques de soutien au développement du secteur ainsi que les orientations des programmes demandent que soit effectuée une évaluation des projets et de leurs retombées. Souvent, le financement des organisations et l'approbation des projets sont conditionnels à cette évaluation. Présentement, il est possible de mesurer les retombées économiques de l'ÉS dans une perspective « classique », c'est-à-dire en comptabilisant le montant des investissements, les emplois directs et indirects, etc.. Toutefois, les retombées sociales et culturelles demeurent difficiles à évaluer. Les indicateurs servant à l'évaluation ne sont donc pas toujours adaptés à ce type d'analyse, qui doit idéalement inclure des mesures sociales, comme « la précarité » par exemple. Autre problème, les essais de formulation d'indicateurs ne sont pas suffisamment robustes pour résister à la critique. Les mesures utilisées sont-elles les plus appropriées ? Tiennent-elles compte de l'ensemble du problème soumis ? Mesurent-elles ce qu'elles sont supposées mesurer ?

De plus, les tentatives les plus innovatrices sont souvent issues des expériences-terrains et sont relativement peu connues des autres intervenants et des autres acteurs de l'ÉS. Il serait alors possible grâce au PESQ, de répertorier et d'informer l'ensemble des acteurs, des intervenants et des chercheurs sur ces « *best practices* » en cours. Souvent, l'information existe dans un domaine particulier, mais on ne sait pas où, comment aller la chercher, et encore souvent, on ne sait tout simplement pas qu'elle existe. L'évaluation constitue donc un véritable enjeu stratégique pour ce secteur et la mise en œuvre du PESQ soutiendrait les procédures évaluative des intervenants et des acteurs en leur procurant une information qualitative et quantitative adéquate et comparable.

Le manque d'outils servant à l'évaluation de l'ÉS se fait donc ressentir. De plus, lorsque ces instruments existent, ils ne sont généralement pas diffusés. L'absence de lieu de diffusion des connaissances sur l'évaluation (outils, indicateurs, etc.) peut conduire à une perte de temps et d'énergie pour les acteurs qui sont à leur recherche. Il n'est pas rare qu'ils doivent les produire eux-mêmes ces outils et qu'ils s'aperçoivent après

l'investissement, qu'ailleurs et en même temps, d'autres peinaient sur le même problème. La possibilité de consulter des démarches et des outils d'évaluation à travers le PESQ permettrait d'éviter une certaine duplication des actions entreprises par les organismes : pourquoi investir du temps et de l'argent dans des démarches qui ont déjà été investies par d'autres ? En somme, la mise en commun des outils d'évaluation pour permettre aux acteurs d'être plus efficaces dans leurs opérations est une demande qui revient souvent. Bien qu'elle soit vivement souhaitée, il n'en demeure pas moins que beaucoup de réserves sont émises quant aux modalités de partage de ce type d'information.

#### **4.5 Centre de documentation**

Les chercheurs universitaires, les acteurs ainsi que les intervenants en ÉS ressentent le besoin d'avoir rapidement accès à des outils pratiques qui les aideront dans l'accomplissement de leurs différentes tâches. Une « entrée » vers les différents réseaux de bibliothèques et de centres de recherches est proposée pour solutionner ce problème.

#### **4.6 Annuaire d'entreprises/organismes/partenaires : le « who's who » québécois de l'économie sociale**

L'enquête révèle que la formule « bottin » des adresses utiles, des entreprises, des organismes et des divers intervenants en ÉS serait fort utile. En effet, de façon très pragmatique, les acteurs se plaignent de ne pas trouver ou de perdre du temps à chercher les coordonnées des personnes impliquées en ÉS, soit pour la recherche de partenaires ou pour élargir leurs réseaux de contacts.

#### **4.7 Le moteur de recherche : rapidité et efficacité**

Lors de notre enquête, les personnes ont souvent mentionné leur manque de temps pour effectuer la recherche et la lecture exhaustives des divers documents, ce à quoi il faut ajouter, fait souligné auparavant, la multiplication et l'éparpillement des données et des informations qui entraînent la non-information. La présentation de l'information contenue dans le PESQ devrait tenir compte de ces deux contraintes majeures et faciliter l'accès à

cette information. Le moteur de recherche développé pour le portail permet l'accès rapide à toutes les problématiques de l'ÉS grâce à une recherche par mots-clés. Les informations seraient programmées selon le thésaurus de l'OCDE (Organisation de coopération et développement économique) et les thématiques proposées précédemment. Le résultat obtenu par la recherche présente une courte synthèse du contenu du document retrouvé sur la question posée et offre la possibilité de trouver le document complet selon l'évaluation de sa pertinence par la personne qui recherche l'information..



#### **4.8 Contenu facultatif : menu à la carte...**

Nous proposons ici certains éléments qui pourraient être éventuellement ajoutés au concept du PESQ. Toutefois, il faudrait tenir compte ici des moyens que ceux-ci impliquent en terme de temps, de financement et de gestion. Il faut donc le voir comme un projet en devenir, en progression constante. Selon notre enquête, privilégier un lieu de débat, selon le modèle de fonctionnement d'un « forum de discussion » ou d'un « *lister* », n'est pas une idée partagée par tous, du moins ils n'en font pas une priorité. Certains y voient des difficultés de gestion, tandis que d'autres estiment que la création d'un tel espace permettrait de faire avancer le débat sur l'ÉS. La mise sur pied d'un forum en ÉS pourrait difficilement susciter la participation des partenaires au système d'information. En effet, un forum demande du temps et cette formule ne correspond pas aux besoins des utilisateurs. Les partenaires doivent être convaincus de l'utilité de l'outil et reconnaître le fait que plus les intervenants partagent l'information sur l'ÉS, plus ils sont efficaces dans leurs activités et dans leurs interventions.

## **Conclusion**

L'absence d'un système d'information et d'un lieu de diffusion des connaissances en ÉS conduit à une absence de débat autour de ses enjeux. Le PESQ pourrait devenir le lieu de ces débats. En élaborant le système d'information, des questions théoriques, méthodologiques et empiriques seront certainement soulevées : Pourquoi faut-il évaluer telle chose en ÉS et que l'évaluation de l'Économie capitaliste ne s'en préoccupe pas ? Et que doit-on évaluer ? À partir de quel indicateur ? Tel impact attribué à l'économie sociale lui est-il vraiment lié ? Si oui, comment et pourquoi ? Toutes ces questions seront débattues entre les membres et les partenaires du PESQ et contribueront à l'avancement des connaissances en ÉS.



## Liste des cahiers de l'ARUC-és

### 1. Collection INTERVENTIONS

no	titre	ISBN
I-01-2001	<b>L'innovation sociale : un élément fondamental d'une politique scientifique équilibrée</b> Mémoire présenté par le Chantier d'économie sociale à Jean Rochon, ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie	2-89276-203-0
I-02-2001	<b>Économie sociale et évaluation, état du dossier au Québec</b> par Nancy Neantam Document présenté au Forum sur l'innovation sociale de l'OCDE Septembre 2000	2-89276-204-9
I-03-2001	<b>New Forms of Financing Social Economy Enterprises and Organisations in Quebec</b> par Margaret Mendell, Université Concordia, Benoît Lévesque, UQÀM, Ralph Rouzier, Université Concordia Collaboration entre le Programme LEED, la Commission européenne et le fonds Marshall U.S. pour l'Allemagne.	2-89276-205-7
1-04-2001	<b>Économie sociale et solidaire dans un contexte de mondialisation : pour une démocratie plurielle</b> par Benoît Lévesque Communication présentée à la 2 <sup>e</sup> rencontre internationale à Québec du 9 au 12 octobre 2001 sur le thème « Globalisation de la solidarité » Copublication Crises/Aruc en économie sociale	2-89276-210-7

### 2. Collection TRANSFERT

no	titre	ISBN
T-01-2002	<b>Recension de textes pertinents : Économie sociale, développement de l'emploi et insertion au Québec</b> par Louis Favreau et Geneviève Huot	2-89276-202-2

### 3. Collection RECHERCHE

R-01-2001	<b>Le logement coopératif au Québec : entre continuité et innovation</b> par Marie Bouchard	2-89276-202-2
R-02-2001	<b>Les systèmes productifs locaux en Midi-Pyrénées et au Québec : vers l'émergence de systèmes régionaux de régulation des initiatives locales?</b> par Régis Guillaume du Centre interdisciplinaire d'études urbaines. Maison de la recherche, Toulouse, France	2-89276-211-1
R-03-2001	<b>Stratégies intégrées d'insertion en emploi de personnes vivant en logement social : Analyse d'expériences nord-américaines et françaises – Rapport synthèse</b> par Barbara Pfister, sous la direction de Marie Bouchard, Winnie Frohn et Richard Morin	2-89276-214-6

**Collection RECHERCHE (suite)**

R-04-2001	<b>Stratégies intégrées d'insertion en emploi de personnes vivant en logement social :</b> <b>Analyse d'expériences nord-américaines et françaises – Rapport Analytique</b> par Barbara Pfister, Michel Rochefort et Joanie Rollin, sous la direction de Marie Bouchard, Winnie Frohn et Richard Morin	2-89276-215-4	2
R-05-2001	<b>Portrait des passerelles au sein de l'économie sociale au Québec</b> par Geneviève Huot Projet de coopération France-Québec en économie sociale et solidaire	2-89276-220-0	8
R-01-2002	<b>Le développement régional aux États-Unis et en Europe : Neuf études de cas</b> par Carole Tardif, Juan-Luis Klein et Benoît Lévesque	2-89276-221-7	5
R-02-2002	<b>Système d'information et d'évaluation en économie sociale</b> par Carole Tardif, Isabelle Tessier et Émilie Patry, sous la direction de Juan-Luis Klein et Jean Carrière	2-89276-222-7	3
R-03-2002	<b>Portail de l'économie sociale au Québec : Un concept de système d'information et d'évaluation</b> par Carole Tardif, Isabelle Tessier et Émilie Patry, sous la direction de Juan-Luis Klein et Jean Carrière	2-89276-223-5	2

---

**Alliances de recherche**  
**UNIVERSITÉS-COMMUNAUTÉS**  
**en économie sociale**

UQÀM, C.P. 8888, Succ. Centre-Ville  
Montréal (Qc) Canada H3C 3P8  
Adresse civique : 1290 rue St-Denis, 10<sup>e</sup> étage  
Montréal, Québec, H2X 3J7

Téléphone : (514) 987-3000, poste 2574  
Télécopieur : (514) 987-6913

Site WEB : [www.aruc-es.uqam.ca](http://www.aruc-es.uqam.ca)  
Courriel: [aruc-es@uqam.ca](mailto:aruc-es@uqam.ca)

---

